

## **L'Europe comme appât**

La plupart des pays d'Europe doivent faire face à des flux d'immigrants qui déferlent, à la recherche d'une existence meilleure. Les nations prétendument riches deviennent pour l'OMPI des miroirs aux alouettes dont l'attrait lui permet d'attraper des partisans.

Censés êtres des réfugiés politiques, les Moudjahidin promettent à leurs futures recrues toutes les facilités pour suivre des études qui à Londres, qui à Rome. Avec en plus l'appât d'une vie confortable, loin de l'oppression d'une société minée par le chômage et le manque d'espoir économique.

Toute une jeunesse avide de changements comme de sécurité matérielle a cédé au chant des sirènes. Et s'est retrouvée enfermée dans la pire des geôles. Passeur de chair humaine, l'OMPI profite du système pour placer ses militants dans nos Etats en trompant tout le monde.

Mieux, lorsque un gouvernement hausse le ton, surgit le chantage sous forme de la menace d'une campagne de suicide par immolation...

Des centaines de filles et de garçons venus pour se donner la chance d'un meilleur avenir se sont trouvés à se battre contre l'Iran de Khomeiny, un fusil à la main. Nombre d'entre eux sans expérience militaire ont fini enterrés dans une terre qui n'était même pas la leur. On a volé leurs rêves

sincères, on les a spoliés de tout avant de les vendre à un régime aussi hideux que celui de Saddam Hussein.

Composé d'individus décérébrés à force de pressions physiques et psychologiques, le «système Radjavi» a si bien fonctionné parce que tout le monde devient le garde-chiourme de tout le monde.

## **Univers totalitaire**

Dans son roman «1984» l'écrivain britannique George Orwell a décrit un univers totalitaire sous le constant contrôle de «Big Brother», le Grand Leader. Et sur les murs de ce monde hallucinant le régime proclame «La guerre, c'est la paix ; la liberté, c'est l'esclavage ; l'ignorance, c'est la force».

Ce cauchemar hallucinant qui nous guette, les membres de l'OMPI l'ont vécu. Ils ont expérimenté dans leur esprit et dans leur chair la personnalisation du pouvoir, l'embrigadement de la jeunesse, la surveillance permanente, la réécriture de l'histoire, la manipulation de la pensée par le vocabulaire avec en corollaire la peur omniprésente et la solitude obligatoire.

En décrivant cet enfer sur Terre l'auteur britannique entendait dénoncer les méfaits du communisme appliqué tels que l'ont connu l'Union soviétique et la Chine. Orwell était un socialiste qui savait de quoi il parle et qui a largement démontré son courage en participant à la guerre d'Espagne dans les milices du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM) à partir de 1936.

*«Je n'ai même plus la force de haïr. Je me suis senti comme cassé, brisé. Je n'a pas eu l'énergie de la révolte»* a confié un des rescapés de l'OMPI qui ont profité de l'arrivée des soldats américains pour enfin rompre les amarres.

La philosophie de bazar développée par l'OMPI a saccagé des existences à coups de slogans du genre qui transforme la banalité quotidienne en acte révolutionnaire. Une mécanique toute entière construite en vue de la contrainte et de l'oppression.

La démocratie c'est la liberté de l'information et la pluralité des opinions.

Ce que précisément Radjavi refuse à sa piétaille, obligée de vivre sans les repères de tout citoyen normal et forcée à ne répéter qu'un message unique.

*«On est pour nous ou contre nous»* ce raisonnement simpliste du «maître» fait qu'il n'y a rien entre les inconditionnels et les ennemis. Voilà une attitude qui permet d'évacuer toute critique. Que quelqu'un ose poser des questions sur les agissements de l'OMPI et le voici accusé d'être un traître, un vendu au régime de Téhéran, un espion, un mercenaire, et autres tares typiques issues tout droit de la sémantique communiste.

Celui qui n'applaudit pas sans réserve s'avère fatalement stipendié par l'ennemi. Ou comment une paranoïa devient une technique d'argutie politique.

On est bien loin des phases de séduction lorsqu'il s'agit de discréditer les voix contraires.

Même l'ami d'hier sera roulé dans la fange s'il s'éloigne du credo officiel. Et les «vengeurs» se cantonneront dans des attaques générales sans jamais détailler, sans nuancer pour que le truquage puisse fonctionner.

Contre quiconque se hasarde à émettre une opinion différente, l'OMPI n'hésite pas à multiplier les méthodes de rétorsion qui vont de l'intimidation à la torture en passant par la désignation à la vindicte publique et à la dénonciation calomnieuse.

L'exemple du rapport de Human Right Watch s'avère à ce propos des plus édifiants.

## **Un rapport catastrophique**

Le 19 mai 2005, dans un communiqué daté de Paris, l'association humanitaire internationale Human Rights Watch annonçait avoir publié un rapport sur l'Organisation des Moudjahidin du Peuple d'Iran (OMPI). Des textes dont nous reproduisons ici de très larges extraits.

«Iran: un groupe armé en exil inflige des mauvais traitements à des membres dissidents - Ce groupe d'opposition cherche à obtenir la reconnaissance et le soutien des capitales occidentales »

Un groupe d'opposition armé iranien en exil, l'Organisation des Moudjahidin du Peuple d'Iran, fait subir à des membres dissidents des actes de torture et de longues

périodes d'isolement cellulaire, a déclaré Human Rights Watch dans un rapport publié aujourd'hui.

Le rapport de 28 pages, intitulé «No Exit: Human Rights Abuses Inside the MKO Camps» («Sortie interdite: violations des droits humains dans les camps de l'OMPI»), décrit comment des membres dissidents de l'Organisation des Moudjahidin du Peuple d'Iran (OMPI) ont été torturés, battus et maintenus en isolement cellulaire pendant des années dans des camps militaires situés en Irak, et ce pour avoir critiqué la politique et les pratiques non démocratiques du groupe ou pour avoir fait part de leur intention de quitter l'organisation. Le rapport se base sur les témoignages directs d'une douzaine d'anciens membres de l'OMPI, notamment cinq personnes qui ont été remises aux forces de sécurité irakiennes et incarcérées à la prison d'Abou Ghraib sous le gouvernement de Saddam Hussein.

«Les membres qui tentent de quitter l'OMPI le paient très cher» a expliqué Joe Stork, directeur à la Division Moyen-Orient et Afrique du Nord de Human Rights Watch à Washington.

«Ces témoignages livrent une image alarmante de ce qui est arrivé aux membres qui ont critiqués les dirigeants du groupe» (...) En 1997, le Gouvernement américain a catalogué l'OMPI parmi les «organisations terroristes étrangères». L'Union européenne a inscrit l'OMPI sur sa liste des «organisations terroristes» en 2002. Pendant ce temps, l'aile politique de l'OMPI, le Conseil National de la Résistance basé en France, continue de faire pression sur le Gouvernement américain et les pays de l'UE pour qu'ils lui retirent cette étiquette et lèvent les restrictions qui en découlent.

De Washington à Bruxelles, le groupe se pose en «alternative démocratique» au Gouvernement iranien. L'aile politique de l'OMPI se présente en tant que «Gouvernement iranien en exil» et appelle la communauté internationale à la reconnaître comme telle.

Après que le Gouvernement français ait, en 2003, arrêté Maryam Rajavi, co-dirigeante de l'OMPI soupçonnée de projeter des activités terroristes sur le sol français, 10 membres et sympathisants de l'organisation se sont immolés à Paris, Londres et d'autres villes européennes. Deux d'entre eux sont décédés. En janvier, 40 parlementaires de différents pays européens et du Parlement européen ont appelé publiquement au retrait de la qualification de terroriste qui frappe l'OMPI.

Le 14 avril, plusieurs membres du Congrès américain, tant républicains que démocrates, ont assisté à la Convention nationale pour une République démocratique et laïque en Iran, événement que cette organisation soutenue par l'OMPI tenait à Washington. Entre autres membres du Congrès, le représentant Tom Tancredo (républicain du Colorado) a appelé le Département d'Etat à retirer l'OMPI de la liste des organisations terroristes étrangères. Le 10 février, l'Iran Policy Committee, une cellule de réflexion coprésidée par des officiers en retraite de l'armée américaine, a appelé à retirer cette dénomination et a demandé au Gouvernement américain de soutenir activement le groupe dans sa lutte contre le Gouvernement iranien.

«Le Gouvernement iranien affiche un bilan effroyable en matière de droits humains» a déclaré Stork. «Mais promouvoir un groupe d'opposition responsable de graves atteintes aux droits de l'homme constituerait une énorme erreur».

(...) Pendant la guerre Iran-Irak, les forces de l'OMPI ont régulièrement attaqué les troupes iraniennes le long de la frontière et ont opéré plusieurs incursions en Iran. Une fois la guerre terminée en 1988, les tribunaux iraniens ont émis des jugements sommaires ordonnant l'exécution de milliers de prisonniers politiques, dont de nombreux membres des Moudjahidin du Peuple (...)

**«Sortie interdite - Violations des droits humains dans les camps de l'OMPI» (résumé)**

L'Organisation des Moudjahidin du Peuple d'Iran (OMPI) est un groupe d'opposition armé iranien qui a été créé en 1965. S'agissant d'un groupe de guérilla urbaine luttant contre le gouvernement de Mohammad Reza Palhavi, elle a pris une part active dans la lutte contre la monarchie qui a abouti à la révolution iranienne de 1979. (Pour une histoire complète de l'organisation, voir Ervand Abrahamian, *The Iranian Mojahedin* (New Haven, Yale University Press, 1989).

Après la révolution, l'OMPI a étendu ses structures organisationnelles et a recruté beaucoup de nouveaux membres. Elle a cependant été exclue de toute participation aux arrangements concernant le partage des pouvoirs et le nouveau gouvernement révolutionnaire, dirigé par l'ayatollah Khomeyni, l'a forcée à entrer dans la clandestinité après qu'elle ait incité à un soulèvement armé contre le gouvernement en juin 1981. La majorité de ses cadres supérieurs se sont exilés en France. Là, l'OMPI a continué à s'opposer activement au Gouvernement iranien. Sous la pression des autorités françaises, l'organisation est partie s'installer en Irak. Elle y a établi un certain nombre de camps militaires sous la bannière de l'Armée de Libération Nationale et a maintenu une présence armée en Irak jusqu'à la chute du gouvernement de Saddam Hussein en 2003.

Pendant la guerre Iran-Irak, les combattants de l'OMPI ont opéré des incursions régulières en territoire iranien et ont affronté les forces gouvernementales iraniennes. Une fois la guerre terminée, les activités armées du groupe ont considérablement diminué car Saddam Hussein a réduit la capacité de l'OMPI de lancer des attaques en territoire iranien.

La chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003 a mis fin au soutien financier et logistique que l'Irak apportait à l'OMPI. Les combattants de l'organisation sont restés neutres lors de l'invasion de l'Irak menée sous la houlette des Etats-Unis. Après l'occupation de l'Irak, l'armée américaine a désarmé les combattants de l'OMPI et les a confinés dans leur camp principal connu sous le nom de Camp Ashraf. (Le Camp Ashraf est situé près de la ville d'al-Khalis, au nord de Bagdad).



Human Rights Watch a appris de sources militaires américaines qu'au 10 mars 2005, il y avait 3534 membres de l'OMPI au Camp Ashraf. (Entretien par courriel de Human Rights Watch avec des responsables militaires américains, le 10 mars 2005).

Certains combattants de l'OMPI ont profité d'une amnistie offerte par le Gouvernement iranien. Depuis octobre 2004, 273 membres de l'organisation sont retournés en Iran.<sup>4</sup> (Selon des sources militaires américaines, vingt-huit sont rentrés en Iran en décembre 2004, treize en janvier 2005, 100 le 3 mars 2005 et 132 le 9 mars 2005).

L'armée américaine reconnaît aux combattants de l'OMPI en Irak le statut de Personnes Protégées en vertu des Conventions de Genève. («US grants protection for anti-Tehran group in Iraq» Reuters, le 26 juillet 2004). Leur sort reste incertain: le Gouvernement irakien et l'armée américaine semblent ne pas être arrivés à une décision en ce qui concerne leur avenir.

Pendant la dernière année de Saddam Hussein au pouvoir, certains Iraniens détenus à la prison d'Abou Ghraib ont été rapatriés en Iran en échange de prisonniers de guerre (PG) irakiens. Il s'agissait de membres dissidents de l'OMPI qui avaient été envoyés à Abou Ghraib par l'organisation pour qu'ils soient «sous bonne garde». (D'anciens membres de l'OMPI qui étaient incarcérés à la prison d'Abou Ghraib ont déclaré à Human Rights Watch que les portes de leurs cellules portaient une plaque avec l'inscription «Moudjahidin à tenir sous bonne garde» [Amanat-e Mojahedin]).

La libération de ces prisonniers en 2002-2003 a permis d'obtenir des informations directes sur les conditions régnant dans les camps de l'OMPI, informations jusque-là inaccessibles au monde extérieur. Human Rights Watch a interrogé cinq de ces ex-membres de l'OMPI qui étaient détenus à la prison d'Abou Ghraib. Leurs témoignages, ainsi que ceux recueillis auprès de sept autres anciens membres de l'OMPI, livrent une image alarmante de la façon dont l'organisation traitait ses membres, tout particulièrement ceux qui avaient des voix dissidentes ou exprimaient leur intention de quitter l'organisation.

Les ex-membres de l'OMPI ont dénoncé des exactions allant de la détention et de la persécution de membres ordinaires qui souhaitaient quitter l'organisation à de longues périodes d'isolement cellulaire, de violents passages à tabac et des actes de torture sur les membres dissidents.

L'OMPI a incarcéré des dissidents politiques dans ses prisons internes pendant les années 90 et par la suite, elle a remis bon nombre d'entre eux aux autorités irakiennes, qui les ont emprisonnés à Abou Ghraib. L'un d'entre eux, Mohammad Hussein Sobhani a été placé en isolement cellulaire dans les camps de l'OMPI de septembre 1992 à janvier 2001, soit pendant huit ans et demi.

Les témoins ont rapporté deux cas de décès survenus pendant des interrogatoires. Trois membres dissidents (Abbas Sadeghinejad, Ali Ghashghavi et Alireza Mir Asgari) ont été témoins de la mort d'un autre dissident, Parviz Ahmadi, dans leur cellule au Camp Ashraf. Abbas Sadeghinejad a déclaré à Human Rights Watch qu'il avait également été témoin de la mort d'un autre détenu,

Ghorbanali Torab, après que ce dernier soit revenu d'une séance d'interrogatoire dans la cellule qu'il partageait avec lui.

L'OMPI est dirigée par une équipe de deux personnes, Massoud et Maryam Rajavi, qui sont mari et femme. Leur mariage en 1985 a été salué par l'organisation comme marquant le début d'une «révolution idéologique» permanente. («Mojahed», No. 241, 4 avril 1985. «Mojahed» est la publication officielle de l'OMPI et à l'époque, elle paraissait chaque semaine).

Cette «révolution» compte diverses phases, notamment: le divorce par décret des couples mariés, la rédaction régulière de rapports d'autocritique, le renoncement à la sexualité et le dévouement mental et physique absolu envers les dirigeants. (Voir Massoud Banisadr, «Memoirs of an Iranian Rebel» (Londres: Saqi Books, 2004). Sur les séances d'autocritique, voir p. 210-230; sur les décrets de divorce, voir p. 307-311; sur le renoncement à la sexualité, voir p. 313-340).

Immédiatement après le mariage de Massoud et Maryam Rajavi, le commandement militaire de l'OMPI a émis la directive suivante: «Afin de remplir vos devoirs envers l'organisation dans les circonstances actuelles, il faut de toute urgence renforcer et approfondir cette révolution idéologique. Vous devez payer le prix nécessaire en consacrant suffisamment de temps et de moyens pour absorber les enseignements qui s'y rapportent...» («Mojahed», No. 242, 12 avril 1985).

La Division sociale de l'OMPI a également émis une directive pour les membres stipulant que «Comprendre cette grande révolution... c'est comprendre et appréhender la grandeur de nos nouveaux dirigeants, à savoir Massoud et Maryam. Il faut croire en eux et faire preuve envers eux d'une obéissance idéologique et révolutionnaire». («Mojahed», No. 242, 12 avril 1985).

Le niveau d'abnégation attendu des membres a été étalé au grand jour en 2003 lorsque la police française a arrêté Maryam Rajavi à Paris. En guise de protestation, dix membres et sympathisants de l'OMPI se sont immolés dans diverses villes européennes; deux d'entre eux sont décédés des suites de leurs blessures. 9 9 (Arifa Akbar, «Human torches mark protest; 10 Iranian exiles become fireballs, two die martyrs», «The Independent», le 2 juillet 2003). D'anciens membres ont cité la mise en oeuvre de la «révolution idéologique» comme étant une source majeure de violences psychologiques et physiques à l'égard des membres du groupe.

Aujourd'hui, l'OMPI est cataloguée comme organisation terroriste par le Département d'Etat américain et par plusieurs gouvernements européens. Les dirigeants de l'OMPI se sont lancés dans une vaste campagne visant à gagner le soutien de politiciens occidentaux afin que l'étiquette d'organisation terroriste leur soit retirée. (Maryam Rajavi, «Empower Iran's opposition forces checking the Mullahs», «International Herald Tribune», le 28 janvier 2005. Katherine Shrader, «Iranian Group Seeks Legitimacy in U.S.» Associated Press, le 24 février 2005. )

## Méthodologie

Human Rights Watch s'est entretenue par téléphone avec douze ex-membres de l'OMPI qui vivent en Europe. Ces témoins ont fait des déclarations dignes de foi, disant avoir fait l'objet d'un emprisonnement et de violences physiques et psychologiques car ils avaient soit exprimé des critiques à propos de la politique de l'OMPI, soit demandé à quitter les camps militaires de l'organisation.

Chaque témoin a été interrogé séparément plusieurs fois entre février et mai 2005. Tous les témoins vivent actuellement en Europe. Plus de douze heures de témoignages ont été recueillies. Tous ces entretiens ont été menés en farsi. Chaque témoin a décrit séparément son expérience dans les camps de l'OMPI et leurs déclarations corroboraient d'autres preuves recueillies par Human Rights Watch. Un certain nombre de témoins qui avaient été détenus et torturés dans les camps de l'OMPI ont désigné Hassan Ezati comme étant l'un de leurs interrogateurs. Yaser Ezati, fils d'Hassan Ezati et également interrogé en vue de ce rapport, a confirmé que son père était un interrogateur de l'OMPI.

Parmi les douze ex-membres de l'OMPI interrogés pour le présent rapport, huit témoins ( dont Farhad Javaheriyar, Ali Ghashghavi, Mohammad Hussein Sobhani et Akbar Akbari) ont été rapatriés en Iran par des fonctionnaires irakiens le 21 janvier 2002. Amir Mowaseghi a été rapatrié le 18 mars 2003. Alireza Mir Asgari a été abandonné à la frontière irano-irakienne en février 2003. Yaser Ezati a quitté

l'Irak en juin 2004. Abbas Sadeghinejad s'est échappé d'un camp militaire de l'OMPI le 20 juin 2002.

Les quatre autres témoins (Mohammad Reza Eskandari, Tahereh Eskandari, Habib Khorrami et Karim Haqi) ont quitté l'Irak suite à la première Guerre du Golfe en 1991. En plus de leur détention dans des prisons internes de l'OMPI, cinq des témoins (Farhad Javaheri-Yar, Ali Ghashghavi, Mohammad Hussein Sobhani, Akbar Akbari et Amir Mowaseghi) ont été incarcérés à la prison d'Abou Ghraib avant d'être libérés.

### **Violations des droits humains dans les camps de l'OMPI**

Les atteintes aux droits humains perpétrées par les dirigeants de l'OMPI contre des membres dissidents vont de la détention au secret et de l'isolement cellulaire prolongé à des passages à tabac, des violences verbales et psychologiques, des aveux forcés, des menaces d'exécution et des actes de torture ayant, dans deux cas, entraîné la mort.

Les témoignages des anciens membres de l'OMPI indiquent que l'organisation a utilisé trois types de centres de détention dans ses camps situés en Irak. Les personnes interrogées ont décrit le premier type comme étant de petites unités résidentielles, appelées maisons d'hôtes (mihmansara) et situées à l'intérieur des camps. Les membres de l'OMPI qui demandaient à quitter l'organisation étaient détenus dans ces unités où, la plupart du temps, ils étaient tenus au secret. Ils n'étaient pas autorisés à quitter le bâtiment où se trouvait leur unité, à rencontrer ou parler avec quiconque d'autre dans le camp, ou à contacter leurs parents et amis dans le monde extérieur.

Karim Haqi, un ancien membre haut placé de l'OMPI ayant exercé la fonction de chef de la sécurité pour Massoud Rajavi, a déclaré à Human Rights Watch:

«J'étais chef de la sécurité pour Massoud Rajavi en 1991. Ils n'arrivaient pas à croire que je voulais abandonner l'organisation. J'ai été enfermé dans un bâtiment appelé Iskan avec ma femme et notre enfant de six mois. L'Iskan regroupait une série d'unités résidentielles utilisées pour loger les couples mariés avant que les divorces idéologiques ne soient rendus obligatoires. L'organisation avait élevé un grand mur autour de cette zone, son périmètre intérieur était protégé par des fils barbelés et des gardes surveillaient les lieux depuis des miradors. Pendant notre détention, l'organisation a diminué nos rations alimentaires, nous a soumis à des passages à tabac et des violences verbales et elle nous a également intimidés en nous menaçant d'exécution». (Entretien téléphonique de Human Rights Watch avec Karim Haqi, le 11 février 2005.)

Mohammad Reza Eskandari et son épouse Tahereh Eskandari, deux anciens membres de l'OMPI, ont également dit à Human Rights Watch avoir été détenus dans différentes maisons d'hôtes après avoir demandé de quitter l'OMPI en 1991 :

«L'organisation avait pris nos passeports et nos documents d'identité lors de notre arrivée au camp. Lorsque nous avons fait part de notre intention de partir, ils ne nous ont jamais rendu nos documents. Nous avons été emprisonnés dans des centres de détention, à l'Iskan ainsi que dans d'autres lieux. Nous avons été envoyés dans un camp de réfugiés

appelé al-Tash, à l'extérieur de la ville de Ramadi. La vie à al-Tash était extrêmement dure, c'était plutôt un processus de mort lente. Les agents de l'OMPI continuaient à nous harceler, même à al-Tash. Finalement, en septembre 1992, les Pays-Bas nous ont accordé le statut de réfugiés et nous avons pu quitter al-Tash» (Entretiens téléphoniques de Human Rights Watch avec Mohammad Reza Eskandari et Tahereh Eskandari, les 1er et 10 février 2005).

Le deuxième type de détention dans les camps de l'OMPI est appelé par les témoins bangali shodan pour désigner l'isolement forcé dans une petite pièce d'un bâtiment préfabriqué (bangal). Des membres dissidents qui demandaient à quitter l'organisation ainsi que des membres ordinaires ont été enfermés dans les bangals. La détention dans un bangal était considérée comme une forme de punition pour les membres qui, de l'avis des dirigeants de l'OMPI, avaient commis des fautes. Pendant leur détention, on attendait d'eux qu'ils réfléchissent sur leurs fautes et écrivent des autocritiques.

Massoud Banisadr, antérieurement haut représentant diplomatique de l'OMPI en Europe et en Amérique du Nord, a écrit à propos de son expérience de détenu dans un bangal lorsque Massoud Rajavi et d'autres membres haut placés avaient eu une réunion avec lui et avaient décidé qu'il était «corrompu» :

«Ensuite, mon masoul [superviseur] m'a conseillé d'aller dans un pavillon et de réfléchir. J'étais devenu un bangali, ce qui signifiait que j'étais placé en isolement et que je n'avais le droit de rien faire sinon de réfléchir et



d'écrire. C'était une forme extrême de torture mentale et il y avait des membres qui préféraient se tuer que de subir cela». ( Banisadr, «Memoirs of an Iranian Rebel», p. 388).

Le troisième type de détention décrit par les témoins comprenait l'emprisonnement, la torture physique et des interrogatoires dans des prisons secrètes situées dans les camps de l'OMPI. Ces prisons étaient utilisées principalement pour la persécution des dissidents politiques. La plupart des membres n'étaient pas au courant de leur existence. Les témoins qui ont subi cette forme de détention ont déclaré à Human Rights Watch qu'ils ignoraient que l'organisation disposait de ces prisons avant d'en faire l'expérience personnellement.

L'un des témoins interrogés par Human Rights Watch, Mohammad Hussein Sobhani, a passé huit ans et demi en isolement cellulaire, de septembre 1992 à janvier 2001, dans les camps de l'OMPI. Un autre témoin, Javaheriyar, a vécu cinq ans en isolement cellulaire dans les prisons de l'OMPI, de novembre 1995 à décembre 2000. Tous deux étaient des membres haut placés qui avaient l'intention de quitter l'organisation mais avaient été informés qu'en raison de tout ce qu'ils connaissaient à propos de l'organisation, ils ne pouvaient être autorisés à partir. Ils ont été emprisonnés et finalement remis aux autorités irakiennes, qui les ont ensuite internés à Abou Ghraib.

Quatre autres témoins interrogés par Human Rights Watch ont été détenus lors des «assainissements sécuritaires» de 1994-1995 car ils étaient soupçonnés par l'OMPI de

nourrir des opinions divergentes. Ali Ghashghavi, Alireza Mir Asgari, Ali Akbari et Abbas Sadeghinejad ont été sauvagement torturés, soumis à de rudes techniques d'interrogatoire et forcés de signer de faux aveux reconnaissant leurs liens avec des agents des services secrets iraniens.

Abbas Sadeghinejad, Ali Ghashghavi et Alireza Mir Asgari, trois anciens membres de l'OMPI interrogés par Human Rights Watch, ont été témoins de la mort de Parviz Ahmadi en février 1995 dans une prison interne de l'OMPI en Irak. (Entretien téléphonique de Human Rights Watch avec Abbas Sadeghinejad, le 14 février 2005. Entretien téléphonique de Human Rights Watch avec Ali Ghashghavi, les 9 février et 6 mai 2005. Entretien téléphonique de Human Rights Watch avec Alireza Mir Asgari, le 10 février 2005).

Les trois hommes partageaient une même cellule lors des arrestations menées dans le cadre des assainissements sécuritaires en février 1995. Parviz Ahmadi était un membre dissident détenu dans la même cellule. Ali Ghashghavi a déclaré à Human Rights Watch que Parviz Ahmadi avait été emmené pour interrogatoire au deuxième jour de sa détention dans la cellule:

«C'était le début du Ramadan [février 1995] lorsque les gardiens de la prison sont venus chercher Parviz Ahmadi. Il est parti pendant deux heures. Quand ils l'ont ramené, il avait été salement battu et il est décédé peu de temps après».

Abbas Sadeghinejad, également présent dans la cellule, s'est rappelé des derniers moments de Parviz Ahmadi:

«La porte s'est ouverte et un prisonnier a été jeté dans la cellule. Il est tombé face contre terre. Tout d'abord, nous ne l'avons pas reconnu. Il avait été sauvagement battu. Nous l'avons retourné; il s'agissait de Parviz Ahmadi qui avait été emmené pour être interrogé juste quelques heures auparavant. Il avait des os cassés partout, ses jambes étaient enflammées; il allait tomber dans le coma. Nous avons essayé de l'aider mais dix minutes plus tard, il mourrait, alors que je tenais sa tête posée sur mes genoux. Le gardien a ouvert la porte et a traîné le corps sans vie d'Ahmadi hors de la cellule».

Alireza Mir Asgari, lui aussi présent, a corroboré les circonstances de la mort de Parviz Ahmadi. Cependant Human Rights Watch a obtenu une copie de la publication de l'OMPI «Mojahed» du 2 mars 1998 qui qualifie Parviz Ahmadi de «martyr» de l'OMPI tué par des agents des services secrets iraniens. («Mojahed», No. 380, 2 mars 1998)

Abbas Sadeghinejad a déclaré à Human Rights Watch qu'il avait été témoin auparavant de la mort d'un autre prisonnier, Ghorbanali Torab, après que ce dernier soit revenu d'une séance d'interrogatoire dans la cellule qu'il partageait avec lui. (Entretien téléphonique de Human Rights Watch avec Abbas Sadeghinejad, le 14 février 2005).»

## **Les dénégations de l'OMPI**

Human Right Watch jouit dans la communauté internationale d'une réputation sans tache. Ses enquêtes fouil-

lées, son travail incessant de vérification en ont fait une référence de sérieux absolu. Fidèle à sa technique de désinformation, l'OMPI s'est naturellement fendue d'un long texte de réfutation. La réaction de l'OMPI a été comme d'habitude orchestrée avec soin. Human Right Watch en pose les principales étapes.

«A la suite de la publication de ce rapport, aussi bien des personnes que des associations liées à l'Organisation des Moudjahidin du Peuple d'Iran (OMPI) ont émis des objections quant aux conclusions de l'enquête. Ils ont procédé aussi bien publiquement que sur les sites de l'internet connectés avec l'OMPI. Nous avons analysé avec soin les critiques que nous avons reçues à propos de la substance et de la méthodologie du rapport et nous avons trouvé ces critiques injustifiées.

Plusieurs critiques du rapport ont déclaré que Human Rights Watch faisait appel aux Etats-Unis, au Canada et à l'Union européenne pour que ceux-ci n'enlèvent pas l'OMPI de leurs listes respectives de groupes identifiés comme perpétrant ou préconisant des actes de terrorisme. Alors que l'OMPI menait une campagne pour qu'elle soit enlevée de cette liste. En fait Human Rights Watch nulle part, pas plus dans le rapport que dans les réponses aux medias ou tout autre sujet n'a pris une position pour savoir si l'OMPI devait figurer sur une telle liste ou si elle devait en être enlevée. Nous n'avons rien fait de plus qu'un rapport que nous croyons être des témoignages crédibles sur des allégations d'abus sérieux perpétrés par les officiels de l'OMPI contre des membres dissidents du groupe incluant la privation prolongée de liberté et la torture (...)

Un groupe connu sous le nom des Amis de l'Iran libre

(FOFI) comprenant quatre membres du Parlement européen - Alejo Vidal Quadras, Paulo Casaca, Andre Brie et Struan Stevenson – a présenté les plus vives critiques du rapport. A travers un document il a contesté les témoignages et la crédibilité des témoins interrogés par Human Rights Watch disant notamment que leurs allégations étaient «orchestrées par le Ministère iranien du renseignement». De la même manière l'OMPI a prétendu que les témoins de Human Rights Watch et plus généralement les dissidents anciens membres étaient en réalité des agents des services secrets iraniens. Mais ni le FOFI ni les autres critiques du rapport de Human Rights Watch n'ont produit de preuves crédibles accréditant ces accusations.

Le document du FOFI a suivi une visite effectuée par leur délégation durant cinq jours dans le camp principal de l'OMPI en Irak, la base d'Ashraf en juillet 2005. Cette délégation a expliqué qu'elle avait questionné 19 membres de l'OMPI à l'intérieur du camp qui ont contesté les témoignages donnés par les anciens membres à Human Rights Watch. Mais la délégation du FOFI n'a interviewé aucun de ceux qui avaient porté des allégations contre l'OMPI».

Dans la suite de son document, Human Right Watch procède à une longue explication des méthodes sérieuses qu'elle applique. La crédibilité des défenseurs des droits de l'homme réside dans une vérification exhaustive des événements mis en cause et nécessite une exactitude absolue. Comme Human Right Watch le détaille, l'association a donc repris en octobre 2005 l'ensemble des dossiers pour les filtrer et les vérifier par le menu. Avec pour conclusion qu'elle a procédé dans les règles de l'art et que son rapport est des plus fiables.

## Une leçon de propagande

Les militants de l'OMPI depuis près de trois décennies s'avèrent rompus à la guerre de propagande. Ils ont porté à un très haut point d'efficacité l'ensemble des méthodes d'attaque et de dénigrement qui lui permettent d'éviter le débat. Comme durant les pires moments de la répression stalinienne dans les années trente ou comme durant la Révolution culturelle dans la Chine rouge du président Mao, le contradicteur est traité comme en véritable ennemi et traité comme tel. On le roule dans la boue, on le vilipende, on le déclare traître et félon, d'être un mercenaire vendu et autres accusations délirantes qui font que l'OMPI ne répond JAMAIS à une critique frontalement. JAMAIS elle ne réfute les reproches qui lui sont faits et qui sont hélas! bien réels. Cette manière de faire ne peut être une règle qu'au sein d'une organisation anti-démocratique. En s'attachant sur des détails, comme le fait de reprocher à Human Right Watch d'avoir réalisé des interviews par téléphone, l'OMPI évacue les tortures qu'elle pratique. Et d'ailleurs, comme insistent les Moudjahidin du Peuple dans leurs messages de propagande, une commission parlementaire n'a-t-elle pas visité Ashraf et décrété que le rapport d'Human Right Watch était faux?

Mais le simple fait d'avoir été élu à un Parlement quelconque garantit-il le sérieux et la crédibilité des personnes?

De fait les «experts» qui s'efforcent de protéger les Moudjahidin du Peuple sont sans doute des hommes intègres et respectables.

Alejo Vidal Quadras est un Espagnol, membre du Parti populaire, spécialiste en science physique; Paulo Casaca vient du Portugal où il est membre du Parti socialiste, c'est un spécialiste en économie; Struan Stevenson est un Ecossais, spécialisé en agriculture. Ce membre du Scottish Conservative and Unionist Party s'est notamment engagé en faveur des victimes des expériences nucléaires soviétiques.

Andre Brie, lui, est Allemand, membre du «Partei des demokratischen Sozialismus», l'héritier officiel du Parti communiste d'Allemagne de l'est. Selon sa biographie disponible sur le site de l'internet du Parlement européen ([www.europarl.europa.eu](http://www.europarl.europa.eu)) c'est en Allemagne de l'est que Andre Brie a obtenu un doctorat en science politique ainsi qu'un doctorat en science sociale. Il a travaillé durant l'époque de la DDR comme assistant à l'Institut des relations internationales de Postdam-Babelsberg de 1976 à 1983 puis comme maître-assistant (1983-1986) et enfin comme professeur et titulaire de chaire jusqu'en 1989, date de la chute du mur de Berlin. Il siège à Strasbourg dans les rangs du Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne qui rassemble notamment le Parti communiste français, le Parti communiste grec et le Parti communiste italien.

Voilà donc des politiciens promenés dans le sud de l'Irak, pour rencontrer des témoins sous influence et décréter qu'ils n'ont pas trouvé d'indication d'abus ou de mau-

vais traitement. N'importe quel journaliste enquêteur professionnel dénoncera sans ménagement cette manière d'agir. Dans l'univers éthique de la presse l'auteur de ce parti pris serait reconnu coupable de faute professionnelle grave. En l'occurrence dans cette «enquête» qui s'apparente à une excellente leçon de propagande appliquée, s'agit-il de naïveté ? S'agit-il de complicité ? Ces «témoins» qui ont choisi leur camp ont-ils regardé ailleurs ou se sont-ils laissés abuser par le rideau de fumée de l'OMPI ? A moins encore que ces «Amis de l'Iran libre» ne soient tout simplement que des «Copains de Massoud Radjavi» ou des «Potes de Maryam»... La situation aurait tout à gagner en clarté. Mais c'est précisément ce que personne ne veut !

En se penchant sur la composition du Parlement européen, fort de 732 députés, on découvre d'ailleurs le meilleur comme le pire. Des listes fréquentables, celles des vrais défenseurs des libertés citoyennes côtoient les autres, les partisans qui de l'extrême droite à l'extrême gauche défendent une conception autocrate de la gestion du monde.

Visiblement l'OMPI a toujours de précieux contacts et n'a rien perdu de ses réseaux au sein de l'ultra-gauche internationale qui avant la disparition de l'Union soviétique appuyaient activement sa lutte anti-impérialiste et son combat contre les Etats-Unis d'Amérique..

Les crimes perpétrés par la Révolution islamique en Iran méritent encore un devoir de mémoire et de contrition indispensable. Mais ils n'excusent pas les agissements de l'OMPI qui au nom d'une vision dévoyée de la démocratie



menace nos libertés en méprisant nos institutions. Comme si les horreurs des camps de concentration de Hitler excusaient les goulags de Staline.

Les témoignages qui suivent ne doivent évidemment rien à une opération de désinformation quelconque ou de mensonges organisés comme pourrait le prétendre l'OMPI prompt à condamner ses anciens militants. Les pages qui suivent veulent servir de voix pour des femmes et des hommes sans voix. Pour que leurs cris ne se perdent pas dans le silence de l'indifférence.

Les interviews qui suivent sont livrées telles que recueillies, avec parfois des imprécisions ou quelques erreurs de détails. Elles viennent de mémoires fragiles pour avoir tant supporté. Mais, même ainsi, ces propos relèvent de la sincérité propre à ceux qui ont souffert les mille maux de l'enfer.

Parce que leur Grand Soir n'est jamais venu, commence pour les Moudjahidin du peuple d'Iran de Massoud Radjavi une nuit interminable. Pour eux qui avaient donné à leur pire fiasco militaire le nom de code «Lumière éternelle» ce sont des ténèbres éternels qui vont à jamais les engloutir.